



INTERVENTION SUR OB 2022

Madame la Vice Présidente, Madame la Présidente,
Cher(e)s Collègues

Ce rapport d'orientations budgétaires pour 2022 et les années à venir montre combien la Région s'est engagée dans des politiques volontaristes au service des habitants de Nouvelle Aquitaine, allant quelques fois au-delà de ses compétences, mais pour pallier les carences constatées sur le territoire régional.

Les orientations budgétaires augurent un nouveau virage. Au moment où on s'espérait être sortis de la crise, il est plus que jamais nécessaire de tirer les leçons de l'épisode sanitaire dont on ne sait finalement s'il est achevé ou s'il préfigure d'autres crises. Ce rapport détermine un objectif pluriannuel (2021-2027) défini à partir d'une projection du niveau des recettes et du ratio de capacité de désendettement de la collectivité.

Le groupe UNSA tient à saluer le travail réalisé par le Conseil Régional lors du précédent mandat afin d'amortir les conséquences de la crise sanitaire. Pour autant, celle-ci a considérablement réduit les marges de manœuvre de l'Exécutif et a fortement dégradé la situation financière de la collectivité. Qu'a-t-on appris de ces quasi-deux années ?

Que l'économie régionale a non seulement bien tenu, mais que les investissements réalisés pour dépasser le cap ont largement contribué à contenir la récession. Les indicateurs économiques sont plutôt au vert : l'emploi a augmenté ; la population de NA a continué de croître en se rajeunissant. Par rapport à d'autres régions ou, au regard de ce que l'on aurait pu craindre, voilà plutôt de quoi redonner de la confiance. C'est pourquoi nous insistons sur le fait qu'il faut continuer à accompagner les secteurs les plus fragiles pour que l'effort mené jusqu'à présent ne soit pas vain.

Les décisions prises ont été les bonnes. Certes il a fallu recourir à l'emprunt plus que d'ordinaire, mais le travail réalisé au niveau financier a fait, qu'au final, le coût de l'emprunt ne pèse pas plus qu'avant sur les finances régionales. A ce propos, l'UNSA demande des précisions sur les nouveaux financements engagés et auprès de qui.

Donc, vous l'aurez compris, le fait que les ratios financiers d'endettement se soient aggravés ne sont pas notre porte d'entrée prioritaire dans les nouvelles orientations budgétaires. Certes les ratios se sont dégradés, l'endettement est toujours décrié, mais parallèlement son coût a décru. La date butoir de 5 ans pour revenir aux ratios antérieurs ne nous semble pas l'objectif prioritaire. S'il est atteint ce sera un plus, mais ce n'est pas pour l'UNSA une condition sine qua non. L'UNSA estime, comme le projet d'avis, que les orientations budgétaires marquées par de fortes ambitions de transitions (économiques, écologiques, sociales) devraient dicter les choix budgétaires et non l'inverse.

Nous adhérons au fait que la Région fasse le choix de garder, voire de renforcer le cap de Néo terra dans ses orientations budgétaires.

Certes, la Région a des questions de fond à relever, notamment celle de la volatilité de ses ressources qui évoluent depuis plus de huit ans au fil des réformes.

Le groupe UNSA s'interroge sur la structure de ses recettes de fonctionnement qui dépendent de plus en plus des ménages, par la TVA, et de moins en moins des entreprises. Le redimensionnement de la fraction de TVA « CVAE » est l'aboutissement d'une série de réformes entamées en 2014 et qui auront profondément impacté la structure des recettes régionales, accentuant encore davantage le poids de la fiscalité indirecte et nationale. Désormais, la fiscalité régionale est clairement dépendante des actes courants de consommation (TVA) ainsi que de ceux liés aux déplacements (TICPE et cartes grises).

L'UNSA considère qu'il est urgent de réformer les finances des collectivités locales. Elle demande que l'Etat mette en place une vraie stabilité des recettes des Régions, afin que celles-ci puissent assurer leurs missions, sans avoir à dépendre de la TIPP, par exemple, alors que les politiques publiques cherchent à faire baisser la consommation de produits pétroliers. A ce propos, nous notons que d'autres Régions ont fait le choix de remettre en cause l'exonération de la taxe carte grise pour les véhicules électriques. Nous insistons sur le fait que la transition écologique ne doit pas se faire au détriment des personnes les plus fragiles, entre autres celles qui n'ont pas les moyens de changer de véhicule et nous demandons que la Région y soit très vigilante. Il en est de même dans les questions concernant les mobilités dites douces qui doivent ne pas exclure une partie de la population. A ce titre, le ferroviaire, s'il est important, ne peut être la seule réponse aux questions des mobilités du quotidien. L'UNSA considère par ailleurs que l'Etat doit pleinement assumer ses responsabilités sur les missions et compétences dont il a la responsabilité (les infrastructures ferroviaires et routières, la santé, mais aussi l'enseignement supérieur pour ne citer que ces exemples).

En matière de politique sectorielle :

Nous soutenons les choix du Conseil Régional en matière d'investissement ferroviaire même si nous continuons à déplorer la posture de désengagement de l'Etat, pour ce qui concerne le réseau ferré.

L'UNSA ne peut être que d'accord avec le fait de revitaliser le territoire, relocaliser tout en le faisant dans la transition écologique et énergétique. L'UNSA appelle le Conseil régional à préciser les incidences et/ou articulations de ces choix budgétaires sur les grandes orientations de portée générale (Néo Terra 2, SRADDET et autres schémas...) et ses prochains règlements d'intervention.

La mise en œuvre du SRADDET va maintenant se réaliser, dès lors que les nouveaux exécutifs des collectivités territoriales ont pris leurs fonctions et qu'ils vont devoir réviser leurs SCOT et leurs PLU et PLUi. Quelles vont être les incidences financières pour la Région de ces mises en œuvre ?

La formation professionnelle, dans notre région, doit se tourner plus encore vers des formations nouvelles, face à la mutation des métiers à venir.

L'UNSA se félicite de l'augmentation des sommes allouées aux formations sanitaires et sociales, répondant ainsi à la nécessité impérieuse de couvrir les emplois dans ce champ de l'économie.

Les orientations budgétaires nous annoncent une sélectivité plus grande dans les financements des projets. L'innovation restera un critère majeur pour les attributions de subventions. Pour autant, nous attirons l'attention sur le fait que l'emploi industriel a fortement diminué dans notre région et qu'il faut peut être s'attacher à revivifier les secteurs industriels et agricoles pour nous permettre de conserver une indépendance de production. La crise sanitaire nous a démontré les risques d'une trop grande dépendance et nous suggérons de soutenir aussi ces secteurs, même s'il faut garder des exigences en matière d'innovation. L'innovation peut concerner les méthodes de production respectueuses de l'environnement ou un engagement social au plus proche de nos territoires. L'innovation peut donc aussi se faire en termes d'éco socio conditionnalité.

L'éducation et la formation restent des priorités et, à ce titre, nous interrogeons sur les crédits de paiement qui ne sont réalisés qu'à hauteur de 37% ce qui impacte tout particulièrement les dépenses en lien avec l'éducation. Les raisons en sont-elles structurelles et conjoncturelles ? Avant d'engager un nouveau plan d'investissements prioritaires, il faudrait avoir quelques éclaircissements sur cette question. Face aux mutations à venir des métiers, la formation professionnelle, plus que jamais, représente un investissement pour l'avenir

L'UNSA reconnaît l'effort de la Région pour la recherche et l'enseignement supérieur mais pense qu'il faut encore améliorer les conditions de vie et d'études des étudiants, (212000 en Nouvelle Aquitaine).

En effet, certains, à Bordeaux, ont été confrontés, ces derniers jours, à des problèmes de chauffage dans leurs logements et qui restent encore fragilisés par les conséquences de la pandémie.

Enfin, au sortir de la crise sanitaire, nous insistons sur l'engagement à soutenir les métiers paramédicaux et sociaux. Il ne suffit pas de reconnaître leur utilité au plus fort de la crise sanitaire. Nous demandons que la Région, dans le cadre de ses responsabilités, contribue à soutenir et valoriser ces métiers qui ont une véritable plus-value sociale. L'UNSA apprécie l'augmentation des sommes allouées aux formations sanitaires et sociales, répondant ainsi à la nécessité impérieuse de couvrir les emplois qui ne sont pas rétribués ni considérés à leur juste mesure dans ce champ de l'économie.

Pour conclure, s'en remettre comme l'écrit Le Conseil Régional, à sa capacité de résilience, ne suffit pas pour répondre aux défis nombreux qui se posent.

Pour réussir les nécessaires transformations, il faut, pour l'UNSA, changer très vite les logiques économiques à l'œuvre et investir massivement dans les services publics, la formation, la recherche, la relocalisation des productions et la réappropriation sociale d'activités essentielles. Ce n'est pas d'un « plan de relance » dont l'économie française a besoin : c'est d'un plan de rupture pour construire un futur commun.